Les États-Unis «perdent le nord» dans leur politique agressive contre le Venezuela.

Le président équatorien Rafael Correa a qualifié de plaisanterie de mauvais goût la récente décision de Washington de déclarer que le Venezuela était une menace pour la sécurité des États Unis. Il a signalé que la Maison Blanche réédite les années les plus obscurs de sa relation avec l'Amérique Latine et la Caraïbe.

Le président Barack Obama a émis un décret déclarant une situation d'urgence nationale face « au risque extraordinaire qui, d'après lui, représente la situation dans ce pays sud américain ».

Ce document est le résultat d'une réaction hystérique de la part du gouvernement étasunien face à la défense légitime de Caracas en réponse à une ingérence croissante dans ses affaires intérieures et la participation éhontée de fonctionnaires étasuniens et étrangers dans la tentative échouée de coup d'état qui était concoctée contre le président Nicolás Maduro.

Le pays latino-américain a agit avec un respect total du droit international. Il a établi une norme de réciprocité concernant le nombre de personnel diplomatique dans les ambassades respectives. Désormais les ressortissants étasuniens désirant voyager au Venezuela devront obtenir un visa et

Caracas s'arroge le droit de refuser le permis d'entrée au pays de personnes ayant des cassiers notoires de violations des droits humains.

Ces mesures sont, plus ou moins similaires à celles que tout autre État prend en matière migratoire. C'est ce que Washington fait dans ses relations avec les pays de la région, c'est pourquoi la réponse démesurée d'Obama est inexplicable.

Comme l'a bien dit le président Correa, tout indique qu'au nord du fleuve Bravo on se refuse à accepter que l'Amérique Latine a changé, qu'elle n'est plus la même depuis quelques décennies, lorsque nous accueillions sans contester, des invasions et des dictatures militaires.

Un élève de l'enseignement secondaire pourrait réciter presque par cœur, la liste interminable de pays pour la sécurité desquels les États-Unis ont été une menace extraordinaire, y compris pour la vie de leurs habitants.

Le Guatemala, la République Dominicaine, Cuba, la Grenade, le Panama, le Nicaragua ou le Salvador, sont quelques uns des pays qui ont été la cible d'agressions armées ou mercenaires financées par Washington. Il en faut pas oublier non plus l'appui inconditionnel de la Maison Blanche aux dictatures militaires au Chili, en Argentine, en Uruguay ou au Brésil.

L'appui honteux des États-Unis au Royaume Uni durant la guerre sanglante des Malouines qui a coûté la vie à des milliers de citoyens argentins est encore clair dans la mémoire des peuples de notre continent. Cette attitude de Washington a jeté par terre ce qui restait du Traité Inter américain d'Assistance Réciproque, imposé depuis la Maison Blanche.

Qui menace qui alors? Qui a historiquement été l'agresseur et qui les agressés depuis que l'Empire étasunien a fait ses premiers pas et a arraché d'un coup de griffe, la moitié de son territoire au Mexique?

Il faudrait à Monsieur Obama et à ses assesseurs, d'étudier l'histoire pour comprendre ce qui se passe dans la région, qui refuse d'être à nouveau, l'arrière court de qui que ce soit, où aucun pays n'est seul et où toute aventure pourrait avoir, peut être, un coût impayable pour celui qui s'y risquerait.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/49073-les-etats-unis-perdent-le-nord-dans-leur-politique-agressive-contre-le-venezuela

Radio Habana Cuba